

BTS Banque



Session 2025

**Épreuve : Environnement économique,
juridique et organisationnel
de l'activité bancaire**

Durée de l'épreuve : 4 heures

PROPOSITION DE CORRIGÉ

À l'aide de vos connaissances et des annexes 1 et 2 :

1. Présenter les différentes formes de financement des entreprises.
2. Montrer comment l'État oriente l'épargne des ménages vers la finance verte.
3. Rappeler les obligations professionnelles du banquier lors de la souscription de produits financiers.

1. Proposition de réponses

L'entreprise peut financer ses projets via:

- Sa propre épargne grâce à l'autofinancement
- En sollicitant les banques sous la forme de crédits.
- En se finançant sur les marchés financiers par l'émission d'actions ou d'obligations.
- Via des fonds d'investissement prêts à prendre plus de risques
- Via les plates-formes de « financement participatif » (crowdfunding) consistant en un financement direct auprès de particuliers, ou encore l'affacturage qui permet aux entreprises
- En utilisant l'affacturage (il permet aux entreprises d'utiliser leurs factures pour se refinancer.)
- Pour faciliter la croissance, les organismes publics (BPI France, Banque européenne d'investissement) interviennent également sous forme de crédits, subventions ou garanties.

2. Proposition de réponses

L'état souhaite orienter les ménages vers la finance verte au travers de 2 grands types d'épargne :

Pour les jeunes :

-Le plan d'épargne avenir climat (PEAC) est un produit d'épargne à moyen et long terme disponible depuis le 1er juillet 2024. Un décret publié au Journal officiel le 5 décembre 2024 précise les données financières à fournir à l'administration fiscale lorsque vous possédez un PEAC.

Une nouvelle solution d'épargne pour les jeunes jusqu'à 20 ans, en faveur du climat. Investir sur un contrat de capitalisation expose à un risque de perte en capital, ce risque est supporté par l'épargnant seul.

Autre type d'épargne verte réservée à des ménages moins jeunes :

-En 2017, l'Agence France Trésor (AFT) qui gère la dette de l'État français a émis **la première obligation souveraine verte** significative. 7 milliards d'euros ont été empruntés, sur une durée de 22 années, pour financer les dépenses de l'État directement liées à la lutte contre le changement climatique.

Les entreprises :

- Le crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte ou C3IV.

Le crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte ou C3IV est destiné aux entreprises qui développent des

projets industriels dans quatre filières clés de la transition énergétique :

- les batteries,
- l'éolien,
- les panneaux solaires,
- et les pompes à chaleur.

Il a pour but d'encourager la réalisation de projets industriels verts.

3.Proposition de réponses

La directive MIF 2 (Marchés d'Instruments Financiers 2) est une réglementation européenne qui vise à accroître la transparence des produits financiers et à protéger les investisseurs sur les marchés financiers.

Les obligations du conseiller se basent sur le questionnaire MIF2 (Marchés d'Instruments Financiers 2) il permet d'évaluer le profil d'un investisseur et garantir que les produits financiers proposés correspondent à ses besoins et à sa tolérance au risque.

Il repose sur plusieurs principes clés :

- Cerner le profil de l'investisseur (tolérance au risque, horizon de placement,
- Identifier les préférences des investisseurs en matière de finance durable et d'investissements socialement responsables
- Identifier clairement l'une des 3 catégories de clients :

client non professionnel, client professionnel ou contrepartie éligible.

- Une graduation de la tolérance au risque graduée de 1 à 7

Vous recevez ensuite en rendez-vous un jeune actif, Manuel Loisel, qui désire financer l'achat d'un appartement en centre-ville. Vous discutez avec lui de l'évolution des taux d'intérêt.

À l'aide de vos connaissances et de l'annexe 3 :

4. Indiquer trois éléments de l'environnement économique, juridique et organisationnel qui influencent les taux d'intérêt des crédits proposés par les banques aux clients.
5. Montrer comment la baisse des taux peut stimuler la croissance économique.

4. Proposition de réponses

- **L'inflation** : Le lien entre les taux immobiliers et l'inflation est central dans la dynamique des crédits immobiliers. Lorsque l'inflation est élevée, les taux immobiliers ont tendance à augmenter, rendant le crédit plus coûteux. À l'inverse, une inflation faible permet de bénéficier de conditions d'emprunt plus favorables. Lorsque l'inflation est élevée, le prix des biens et services augmente significativement. Pour lutter contre l'inflation, les banques centrales relèvent en général leurs taux d'intérêt, ce qui influe sur les taux d'intérêts auxquels les banques commerciales prêtent.
- **La BCE** : Si la banque centrale veut ralentir une inflation trop forte, elle augmente son taux directeur. Ainsi les taux d'intérêt des banques commerciales augmentent. Le coût du crédit devient plus cher pour les ménages et

les entreprises qui empruntent moins, donc consomment et investissent moins . On constate un ralentissement de l'activité.

- **La réglementation encadrant le crédit :** Plusieurs lois concernant **le crédit immobilier** ont été instituées au fil des années : **loi Scrivener, loi Neiertz, loi SRU, loi Lagarde, lois sur les plus-values immobilières, loi Hamon.**
- **Le code de la consommation** comporte des dispositions destinées à protéger les emprunteurs. Elles sont principalement issues de la loi du 1er juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (**loi Lagarde**). Certaines sont prévues par la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation (**loi Hamon**).

5.Proposition de réponses

- Il existe une relation entre taux d'intérêt et croissance économique. En effet, les taux d'intérêt sont l'un des facteurs les plus importants qui influencent la croissance économique d'un pays. Ils peuvent **influencer le niveau d'investissement, de consommation et d'épargne**, ce qui peut favoriser la croissance économique d'un pays .
- Les taux directeurs fixés par la BCE influencent directement le « **coût de l'argent** » pour les banques, et pour l'ensemble de l'économie. Une baisse de ces taux a pour effet de **rendre le crédit moins coûteux**, incitant ainsi **les entreprises et les ménages** à emprunter et à investir.

Manuel Loisel, souhaitant profiter de cette baisse des taux d'intérêt, prend un rendez-vous avec sa conjointe pour la souscription d'un crédit immobilier. Vous souhaitez saisir l'opportunité de cette rencontre pour développer l'équipement du client avec des propositions de produits complémentaires tels que des assurances et de la télésurveillance.

À l'aide de vos connaissances :

6. Présenter les intérêts, pour la banque, de mener une stratégie de diversification.
7. Citer quatre indicateurs permettant de mesurer la satisfaction des clients.

6. Proposition de réponses

- Principe : L'objectif de la diversification est de trouver du rendement sans détériorer la solvabilité.
- Depuis bien longtemps les banques ont compris qu'elles doivent **faire plus que prêter de l'argent** pour pérenniser leur modèle économique. Récemment, cette question est revenue goût du jour face à la faiblesse des taux d'intérêt.
- La diversification permet d'exploiter de nouvelles sources de revenus, notamment à travers des services bancaires innovants (télésurveillance, téléphonie, promotion immobilière) et des produits financiers adaptés aux évolutions du marché.
- Les banques ont entamé depuis longtemps une stratégie de diversification de leurs produits, en s'attaquant tout particulièrement au marché de la prévoyance, sans oublier pour autant les segments de la santé et de l'IARD.

7. Proposition de réponses

- **NPS** - Net Promoter Score ou **IRC** (Indice de recommandation Client)
- Taux d'attrition
- Taux de souscription de produits ou services bancaires
- Les avis Google
- Taux de fidélisation
- Taux d'équipement
- Le suivi de la relation

8. Proposition de réponses

Problème juridique posé

Il s'agit ici d'une erreur d'authentification d'un client ayant conduit à un virement sur le compte d'un homonyme.

Cette erreur a entraîné des frais pour le véritable demandeur à la suite d'un dépassement de son découvert autorisé.

Cette erreur engage la responsabilité de l'établissement.

Règles de droit applicables

Le devoir de vigilance : Le devoir de vigilance repose sur un principe simple : Celui de vérifier la conformité des transactions effectuées via le banquier, au bénéfice ou au nom de ses clients. Le banquier doit identifier les dysfonctionnements sur le compte bancaire de son client. Le banquier doit déceler les anomalies matérielles pouvant affecter un ordre de paiement ou lors de l'ouverture d'un compte.

Responsabilité civile du banquier : L'article 1240 du Code

civil énonce que **"Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer."**

Dans le cas présent, la faute provient d'un manquement à l'obligation de vérification de l'identité du client, ce qui engage la responsabilité civile de la banque.

Solutions envisageables :

- Régularisation de l'opération erronée
- Remboursement immédiat des sommes prélevées à tort.
- Mise en place de mesures correctives pour éviter qu'une telle erreur ne se reproduise (renforcement des contrôles d'identité, procédures internes de vérification).
- Paiement de dommages et intérêts : si le préjudice est significatif, le client peut demander une réparation financière supplémentaire, soit à l'amiable(médiateur bancaire), soit devant un tribunal.

À l'aide de vos connaissances et des annexes 1, 5 et 6 :

9. Afin de sensibiliser les collaborateurs à ce sujet, la directrice de l'agence vous demande de rédiger une note structurée et argumentée dans laquelle vous analyserez pourquoi les banques placent la transition écologique au cœur de leur démarche RSE et comment elles accompagnent cette transition.

Introduction

- Rôle clé des banques dans la transition écologique
- Accompagnement de leurs clients dans leur choix d'épargne verte
- Stratégie RSE implantée dans les établissements bancaires
- Gamme de produits adaptée à la finance verte

La transition écologique : un élément central de la politique RSE des banques

- Anticipation des changements climatiques
- Disparition des énergies fossiles
- Accompagnement de cette transition afin de préserver leur activité
- Pression accrue de la BCE avec des normes pour mesurer leur impact environnemental
- Une demande de produits financiers responsables de la part de la clientèle
- Un enjeu de réputation et d'image de marque

Comment les banques accompagnent la transition écologique ?

- Le financement des énergies renouvelables : En 2023, les banques françaises ont quadruplé leurs encours de crédits verts et durables (337 milliards d'euros), contribuant ainsi au développement de projets bas carbone.
- La création et l'émission d'obligations vertes. Il s'agit d'un outil financier permettant aux entreprises et aux États de lever des fonds pour des projets écologiques.
- Une réduction des financements tournés vers les énergies

fossiles

- Le lancement du PEAC afin de sensibiliser les jeunes clients à la transition écologique

Conclusion

- Les banques jouent un rôle crucial dans la transition écologique, à la fois au regard d'obligation réglementaire, mais aussi par volonté stratégique.
- En réorientant leurs financements et leurs offres vers des solutions durables, elles participent activement à la mutation du paysage économique et contribuent à la construction d'un avenir plus responsable.
- Leur engagement dans cette démarche leur permet de renforcer leur image de marque position auprès des clients et des institutions.

Ouverture d'un débat :

- Réelle sincérité des banques ?
- Pure stratégie financière à long terme ?
- Possibilité d'accroître leur PNB ?